

L'ethnocide des paysans

Dès les années 1970, Bernard Charbonneau en France ou Pier Paolo Pasolini en Italie constataient qu'un ethnocide était en cours : celui des paysans. L'industrialisation de l'agriculture a fait disparaître des peuples entiers, avec leurs terroirs, leurs modes de vie, leurs coutumes, leurs cultures. Dans *Le Sacrifice des paysans* (L'échappée, 2016), Pierre Bitoun et Yves Dupont reviennent sur cette « catastrophe sociale et anthropologique », qui ne cesse de s'aggraver, à l'heure des fermes-usines et des projets de numérisation et d'automatisation du travail agricole. Les deux sociologues signent cette tribune avec leur collègue Pierre Alphanhéry.

Par Pierre Alphanhéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont

L'évocation récurrente de la fin des paysans ou, au contraire, de leur possible retour, est à bien des égards symptomatique du malaise, voire des angoisses, que leur disparition suscite chez un certain nombre d'entre nous. Si l'on entend par paysans ce que furent les habitants des sociétés paysannes durant près d'un millénaire en Europe et ailleurs, il est sûr que ces derniers ont quasiment disparu car les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles qui leur permettaient de jouir d'une *autonomie relative* ont presque toutes été anéanties. Et ceci parce que, comme l'a montré l'ethnologue Pierre Clastres, « *la société industrielle, la plus formidable machine à produire, est pour cela même la plus formidable machine à détruire. Races, sociétés, espace, nature, mers, forêts, sous-sol ; tout est utile, tout doit être utilisé, tout doit être productif, d'une productivité poussée à son maximum d'intensité*¹. » C'est dans cet esprit et ce sillage que nous avons, dans notre essai, procédé à un renversement radical de la perspective à partir de laquelle on appréhende généralement la disparition des paysans, et adopté une démarche archéologique pour comprendre en quoi et pourquoi elle constitue une catastrophe anthropologique et sociale.

Un monde remodelé

Pour Tocqueville, les révoltes des paysans contre leur domination sont aussi anciennes que récurrentes et ont culminé lorsqu'elles ont dû affronter la violence conjointe du libre-échange et de l'État moderne². La relecture du *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie est à cet égard éclairante, car ce texte lui fut inspiré par la répression de la révolte des paysans de Guyenne contre la *gabelle* en 1548. Cet impôt, comme l'avaient compris les paysans, présentait un caractère radicalement *nouveau*, et leur révolte aussi. Elle ne fut donc pas anti-seigneuriale, mais la *première* d'une révolte contre l'État, contre l'appareil monarchique et ses exigences fiscales accrues³. Et c'est en héritier de La Boétie que Pierre Clastres a, dans *La société contre l'État*, montré que c'était en quelque sorte par *choix* et non par incapacité que les sauvages s'étaient, eux aussi, prémunis contre l'apparition d'un pouvoir séparé en leur sein. Sauvages et paysans eurent ainsi en commun d'avoir, dans leurs conceptions du monde et leurs révoltes, été des conservateurs : « *Conservatrice au sens le plus profond du terme, la révolte paysanne l'est assurément. Mais c'est dans la radicalité même de son conservatisme qu'il faut lire ce qu'elle véhicule d'aspiration à la liberté. Que veut-elle conserver, que se soucie-t-elle de préserver ? L'espace libre, la sphère autonome de la communauté familiale et villageoise, que de façon remarquablement universelle les anciennes formes de domination étatique ont toujours laissé subsister et que seul l'État occidental moderne s'est employé à détruire*⁴. »

C'est aussi en héritiers de cette anthropologie que nous avons mené nos recherches. Comme de très nombreux territoires de la Terre, la France rurale et paysanne que nous avons longuement arpentée conservait encore, au début des années 1970, une grande diversité de langues et de dialectes, d'architectures, de paysages, de cultures, d'élevage, d'outillage et de techniques favorisant différentes formes de production, de coopération et d'échange entre paysans. Elle constituait donc encore un *monde* qu'une importante fraction de ses habitants entendait *conserver* et l'on peut dire que le profond remodelage qu'elle a connu s'est apparenté à un *ethnocide* si l'on entend par là la dévalorisation et l'empêchement systématique de la plupart des pratiques politiques, économiques, sociales et culturelles de leurs habitants. C'est en nous associant aux réflexions, aux démarches et aux actions de ces conservateurs, de ceux par conséquent que le projet capitaliste d'absorption et/ou d'exclusion des paysans dans la logique productiviste entendait remodeler, que nous avons travaillé.

La spirale du productivisme

En assignant à son agriculture la tâche de se développer et de devenir exportatrice, et aux paysans le devoir de se transformer en agriculteurs, la France des « Trente Glorieuses » s'engagea résolument dans une politique d'industrialisation de l'agriculture en s'inspirant du modèle américain. Le *productivisme* envahit alors les campagnes en recourant massivement aux engrais chimiques, à la sélection des animaux et des semences, à la

¹ Pierre Clastres, « De l'ethnocide » in *L'Homme*, 1974, t.14, n° 3-4, p. 108.

² Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la révolution*, Le lub français du livre, 1964.

³ Miguel Abensour, Marcel Gauchet, « Les leçons de la servitude et leur destin », Présentation du *Discours de la servitude volontaire*, Étienne de La Boétie, Payot, p. XXII.

⁴ *Ibid*, p. XXIII.

mécanisation du travail, aux remembrements et à l'agrandissement des exploitations. Cette révolution prit appui sur l'abandon du système de *polyculture-élevage* qui assurait aux paysans autonomie et diversification de leurs sources de revenu. Dorénavant, tout ce qu'ils produisaient dans leurs fermes se trouva éparpillé dans des exploitations ou des ateliers spécialisés et mécanisés : producteurs de lait, de bovins à viande, de porcs et de volailles, grandes cultures, etc., nécessitant de nombreux achats : tracteurs, carburants, salles de traite, engrais, aliments de complément, produits « phytosanitaires » et vétérinaires, etc.

Les gains de productivité obtenus par la mise en œuvre de ces modèles de développement industriels furent considérables, de même que l'endettement, l'augmentation du temps de travail, la baisse des marges et des prix, les dégâts environnementaux, la réussite provisoire d'une minorité grâce aux subventions accompagnant les faillites de beaucoup d'autres. *Tous* les exploitants agricoles furent ainsi plus ou moins contraints d'intensifier leurs productions, et ce n'est qu'au début des années 1970 qu'un certain nombre d'entre eux essayèrent d'inventer des *alternatives collectives* à cet enfermement dans la logique productiviste. Ce fut en particulier le cas des paysans qui créèrent la Confédération Paysanne en 1987 et avec lesquels nous avons travaillé pendant trente ans. Dans le sillage des événements de 1968, des luttes du Larzac, de Lip, du mouvement anti-nucléaire et écologiste, de l'effervescence associative et de la vague néo-ruraliste, une alternative au productivisme a tenté de se dessiner au milieu des années 1980. Contre la déferlante de la société de consommation, l'urbanisation galopante et l'accaparement des terres par les zones commerciales et l'emprise pavillonnaire, de multiples expériences initiées par la Confédération Paysanne parvinrent à se frayer un chemin jusqu'à l'organisation, en 1993, des Premières assises nationales de la Confédération Paysanne⁵. La formule « *trois petites fermes valent mieux qu'une grande* » en caractérisait bien l'esprit.

Des paysans résistent au développement

La Confédération Paysanne n'a jamais cessé de combattre le productivisme : les hormones de croissance, la « vache folle », les OGM (faucheurs volontaires), la « malbouffe » (démontage du McDo à Millau)... Ce qui valut à certains de ses membres et soutiens d'être condamnés à de lourdes amendes et séjours en prison. Mais ils s'employèrent aussi à élaborer des produits de qualité, inventer des circuits courts (les AMAP, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), et développer un syndicalisme politique étranger à toute forme de corporatisme (création de la Confédération Paysanne Européenne et de *Via campesina*). Dans le même temps, des centaines d'associations à la recherche d'alternatives au productivisme se sont implantées en milieu rural. Mais deux tendances lourdes ont contribué à entraver leur développement : d'un côté une raréfaction des terres disponibles⁶ et de l'autre une vampirisation de ces dernières par le développement des « fermes-usines » qui ne cessent d'incorporer de nouvelles techniques : biotechnologies et numérique.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de ce long compagnonnage avec ces paysans ? D'abord qu'ils ont, plus que beaucoup d'autres, développé des trésors d'ingéniosité pour s'opposer à la *nécessité* (économique) et à l'*obligation* (politique et « morale ») de *croissance* qui leur ont été imposées. Ensuite, ce qui donne à réfléchir, que le mouvement *Via campesina* qu'ils ont contribué à créer et qui compte aujourd'hui autour de 230 millions de membres dans plus de 70 pays, peut être considéré comme le seul mouvement politique cosmopolitique à avoir réussi à se développer à l'échelle de la Terre. Que l'on ne saurait ici établir la liste des initiatives, des associations et mouvements sociaux aux actions desquelles la Confédération paysanne a été associée. Que les contradictions et les difficultés qu'ils ont dû affronter sont plus prégnantes et pesantes que jamais. Qu'enfin, l'une des plus redoutables d'entre elles tient certainement non plus dans le seul consentement, mais dans le *désir* de servitude volontaire : « *Il est vrai de dire, qu'au commencement, c'est bien malgré soi et par force que l'on sert ; mais ensuite on s'y fait et ceux qui viennent après, n'ayant jamais connu la liberté, ne sachant pas même ce que c'est, servent sans regret et font volontairement ce que leurs pères n'avaient fait que par contrainte*⁷. »

⁵ *L'agriculture paysanne, des pratiques aux enjeux de société*, Fph/Confédération paysanne, série Dossiers pour un débat, n° 28, 1994.

⁶ La superficie d'un département français disparaît tous les sept ans sous l'emprise de nouveaux équipements : LGV, zones industrielles et commerciales, lotissements, etc.

⁷ « Le Discours de la servitude volontaire », transcription par Charles Teste, in *Le Discours de la servitude volontaire, op.cit.*, p. 190.